

Unité départementale de la Vendée
53 rue de Verdun (adresse provisoire)
85000 La Roche sur Yon
Mél : ud85.dreal-paysdelaloire@developpement-
durable.gouv.fr

La Roche sur Yon, le 15 juin 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30/05/2022

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

MICHELIN

ZI de Sainte-Anne
Route de Nantes
85000 LA ROCHE SUR YON

Références : D 22.0237

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/05/2022 dans l'établissement MICHELIN implanté ZI de Sainte-Anne Route de Nantes 85000 LA ROCHE SUR YON. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MICHELIN
- ZI de Sainte-Anne Route de Nantes 85000 LA ROCHE SUR YON
- Code AIOT dans GUN : 0006300878
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

Le site MICHELIN de La Roche sur Yon a cessé ses activités de fabrication de pneumatiques et a entrepris une démarche de dépollution et nettoyage du site. Ce site bénéficiait d'un arrêté d'autorisation du 9 février 1999.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Visite intermédiaire dans le cadre des travaux de cessation d'activité du site

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Incident groupe motopompe	Code de l'environnement du 30/05/2022, article R512-69	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Cessation d'activité	Code de l'environnement du 30/05/2022, article R512-39-1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite a montré que les travaux de nettoyage étaient toujours en cours. Ce constat ne permet pas à l'inspection d'établir le procès verbal de cessation d'activité.

Un groupe motopompe a subi une casse moteur, en laissant s'échapper l'huile moteur sur les sols bétons voisins. Cet incident n'a pas été porté à la connaissance de l'inspection, alors qu'il peut avoir une incidence sur les travaux de dépollution en cours, et sur l'analyse de risque résiduelle des risques attendue à l'issue des travaux.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Incident groupe motopompe

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 30/05/2022, article R512-69
Thème(s) : Risques chroniques, Incident
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.
Constats : Lors de la visite du bâtiment chaufferie (qui a toujours cette fonction mais réduite), l'inspection a constaté la présence d'un groupe motopompe secondaire présentant un écoulement important d'huile moteur sur le sol. L'exploitant confirme que cet équipement - devenu non strictement nécessaire - avait subi une avarie un mois auparavant. Une casse moteur avait alors laissé l'huile moteur s'écouler sur le sol béton. Dans le cadre de la cessation d'activité, il est important que la présence d'huile soit prise en compte. Et même si les sols sont en béton, que ce bâtiment présence un sous-sol dans lequel aucun écoulement d'huile n'a été constaté, cet incident aurait dû être porté à la connaissance de l'inspection. L'exploitant a souligné que ce groupe motopompe va être démantelé et évacué, et que les sols seront nettoyés.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Cessation d'activité

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 30/05/2022, article R512-39-1
Thème(s) : Risques chroniques, Cessation d'activité
Prescription contrôlée : (...) II. La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent, notamment : 1° L'évacuation des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, « la gestion des déchets » présents sur le site ; 2° Des interdictions ou limitations d'accès au site ; 3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ; 4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement. (...)
Constats : La visite a permis de faire un point de situation des travaux engagés par l'exploitant pour la mise à l'arrêt définitif du site. Elle a porté essentiellement sur les zones où se sont déroulées les derniers travaux, et sur les zones encore en travaux. L'inspection a ainsi constaté que le nettoyage du site était toujours en cours. En particulier : - une fosse présente dans le bâtiment 510 doit être nettoyée (présence de gomme sur plusieurs dizaines de centimètres au fond) - des extincteurs de type FM200 (gaz HFC) sont encore présents dans des anciennes salles informatiques ou onduleurs inoccupées. - de nombreuses canalisations doivent être éliminées dans le bâtiment cuisson, qui devra également être mis en sécurité - une fosse contenant de l'eau sale doit être pompée au fond de ce bâtiment cuisson. - une cuve à fioul doit être vidée et évacuée Ces constats ne permettent pas à l'inspection de faire le récolement final prévu à l'article R512-39-3.III° du code de l'environnement. Une autre visite d'inspection sera nécessaire dès lors que l'exploitant aura confirmé la fin des travaux de mise en sécurité et d'élimination des déchets. Le constat est défini sans suite, considérant que les travaux sont toujours en cours et qu'une autre inspection sera nécessaire.
Observations : La visite n'a pas montré d'écart avec le plan de gestion des travaux rédigé pour cette cessation d'activité. Les zones en travaux correspondent à ce qui était attendu.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet